

# Le canard et le navet

## Réflexions sur la vie politique malgache... Blog Fijery - Ndimby A. 29/11/09

Et encore une semaine de plus sans Gouvernement depuis la signature de l'acte additionnel d'Addis-Abeba. Constaté chaque lundi l'allongement de la période d'échec dans la mise en œuvre de cet accord devient tellement naturel, que ça a cessé de faire rire. L'incapacité de notre classe politique à être digne de l'espoir et de la confiance que certains naïfs placent en elle se démontre jour après jour. Avec les uns pétés d'orgueil, les autres bouffis par l'ambition, les uns rongés par l'aigreur et les autres minés par la vengeance, le cirque de nos politiciens tient plus des œuvres de Guignol que de celles de Platon ou de Tocqueville.

En fait, Madagascar est un pays où il devient de plus en plus facile de faire de l'analyse et de la prévision politique. En se basant sur le fait indiscutable que les motivations de nos politiciens tiennent beaucoup plus de l'ego, du prestige, des avantages, de l'esprit de revanche, il suffit juste de prévoir le pire à chaque lueur d'espoir. Cela a marché après Maputo 1 et 2, Addis-Abeba 1 et 2, toutes les rencontres à Antananarivo, et aussi avant Bruxelles et New York.

### La marmite diabolique ?

Comment expliquer ces retards et ces attermoissements dans la mise en place de ce Gouvernement ? Une fois encore, la très grande partie de nos politiciens n'a aucun sens de ce fameux Intérêt supérieur de la Nation (ISN), même si chacun d'eux se permet d'ânonner cette expression, comme pour tenter de se convaincre eux-mêmes qu'ils sont des individus respectables. Mais autant il est difficile de marier la carpe et le lapin, autant il sera compliqué d'obtenir un repas digeste en plaçant dans la même marmite des politiciens aux mentalités, aux tempéraments, aux CVs et aux objectifs si disparates.

Monsieur Andry Rajoelina et sa clique n'ont que deux idées en tête : *primo*, se maintenir à la tête d'une Transition durement et surtout chèrement acquise, et *secundo*, se positionner pour les élections en écartant les candidats potentiellement dangereux. Le Président Ravalomanana et son équipe, mais également le Président Ratsiraka et son entourage, se nourrissent quant à eux auprès de deux mamelles : *primo*, la revanche contre les gens et les groupes qui ont favorisé leur éviction du pouvoir, et *secundo*, la préparation des élections présidentielles. Si je doute fort que l'Amiral se présente encore (quoi qu'avec lui, rien n'est jamais sûr), il sera intéressant de voir qui sera intronisé dauphin. Après les espèces de fils de..., doit-on se préparer à l'apparition de *la fille de...* ?

Au milieu, se trouve le Président Albert Zafy, que je soupçonne d'être le seul des quatre leaders à être sincèrement motivé par l'ISN. Mon estime pour le Professeur n'a jamais été un secret, et je continue à penser qu'il serait la personne la plus indiquée pour diriger la Transition, malgré la réalité du terrain et certaines critiques suite à cette opinion exprimée depuis Avril 2009. Il nous faut en effet quelqu'un qui ait l'envergure et le tempérament de *ray aman-d'Reny*, et qui puisse s'imposer naturellement sans avoir besoin de la persuasion des *kalachnikovs*. En d'autres mots, quelqu'un qui soit respecté et respectable, éduqué, et qui ait la classe et la maturité pour ne pas vociférer et claquer la porte des salles de négociation, aussi ardue soit celle-ci. Le choix d'Addis-Abeba fut cependant autre, et il faudra faire avec les merles, les grives n'ayant été retenues.

### La pénitence de la majorité silencieuse

En attendant, les principales prévisions faites dans ces colonnes depuis le début de la crise se réalisent jour après jour. Depuis plusieurs mois, et à plusieurs reprises, j'avais que la solution la plus viable reposait sur un triptyque. *Primo*, pour sa propre sécurité, que le Président Ravalomanana reste pour un temps à l'extérieur (édito du 27 mars). *Secundo*, à cause de la réalité du terrain, se faire à l'idée (même peu engageante) de subir Monsieur Rajoelina à la tête de la Transition (édito du 17 août). *Tertio*, pousser Monja Roindefo vers la porte de sortie de Mahazoarivo pour laisser la place à un Premier ministre de consensus et équilibrer l'Exécutif (édito du 31 août). Chacune de ces propositions a été suivie d'un chapelet de critiques et d'injures. Mais, au jour d'aujourd'hui, les faits semblent avoir montré que j'avais un peu raison sur la première étape. Je ne reviens même plus sur mes prévisions de catastrophe économique (édito du 6 avril) et de non-reconnaissance diplomatique (édito du 20 mars).

Concernant l'étape suivante, l'édito La porte n'est pas la route affirmait que la signature d'un accord n'était en rien une solution à elle toute seule. Dans l'édito du 5 août, je clamais ma méfiance envers Maputo, et

j'écrivais juste après Maputo 2 qu'il faudra certainement un Maputo 3 (qui a bien eu lieu, mais à Addis-Abeba). Puis après Addis-Abeba, j'avertissais encore qu'il faudra certainement d'autres réunions à l'extérieur pour sortir le Gouvernement et les autres institutions de la Transition. Le 9 Novembre, je suggérais déjà qu'il faudra certainement se préparer à un Maputo 4, « *qui pourrait se dérouler à Dakar, Port-Louis, Pretoria, au Caire ou ailleurs...* ». Et surtout, je soulignais que l'ombre du Président Chissano sera à chaque fois nécessaire pour avancer du moindre petit pas.

Or, que vient-on d'apprendre ? Un communiqué du Groupe international de contact indique que Joaquim Chissano va venir la semaine prochaine. Et à la fin de la semaine dernière, la presse annonce qu'un énième déplacement des quatre leaders à l'extérieur est prévu, sans doute ce mardi. Comme des adolescents dans une cour de récréation qui ne peuvent se tenir tranquilles qu'en présence du surveillant général, et qui reprennent leurs singeries dès qu'il a le dos tourné.

Cette nouvelle implication de l'ancien Président mozambicain est une honte pour Madagascar et nos quatre leaders politiques, car elle montre que nos politiciens sont incapables de montrer un minimum de maturité à chaque fois qu'ils sont laissés en mode autonome. Le dévouement du Président Chissano est admirable, et à sa place il y a longtemps qu'on aurait déclaré forfait. En attendant, les récents signes de regrets de la chargée d'affaires de l'Union européenne, et le fait que l'ambassadeur américain ne se soit pas déplacé à Washington comme prévu pour contribuer à la défense du dossier malgache devant les instances de l'AGOA sont de mauvais signes du côté de la communauté internationale. Perche tendue sous forme d'avertissement de la dernière chance, ou bien signes prémonitoires que les sanctions vont tomber ?

### **Proposition de solution**

Il faut se rendre à l'évidence. Faire le forçage avec la situation actuelle ne sera jamais viable à moyen ou long terme. Et même si la liste du Gouvernement sortait enfin, on peut être assurés que son fonctionnement se fera toujours cahin-caha. Outre tout ce qui a déjà été exposé, il ne faut pas pratiquer la politique de l'autruche. Tant que Andry Rajoelina restera à la tête de la Transition, celle-ci ne bénéficiera jamais de la sérénité nécessaire, et ses adversaires politiques ne manqueront pas la moindre occasion pour lui mettre des bâtons dans les roues, même si au final c'est le pays qui va en souffrir. Les mêmes causes produisent les mêmes effets, et on aura donc perpétuellement au sein de la Transition des mini-crisis cycliques, pour tout et n'importe quoi : nominations aux hauts emplois de l'Etat, grandes décisions comme la loi de Finances, organisation des élections etc.

La seule solution qui nous paraît possible au nom du fameux ISN est un retrait volontaire de Andry Rajoelina de la gestion de la Transition. Cela permettrait de faire sauter un grand nombre de verrous psychologiques, tout comme la décision de Marc Ravalomanana de s'abstenir d'y participer. Cela contribuerait à s'élever au-dessus des lignes de fractures au sein de la classe politique, de la société civile, de l'Armée, tout en rassurant la communauté internationale qui n'arrête pas de montrer des signes d'impatience, et qui finira bien par s'impatienter définitivement un jour.

Nous remettons donc sur notre table notre proposition de sortie de crise d'il y a quelques semaines : revenir à l'Amiral Hyppolite Ramaroson comme chef d'Etat, mais en maintenant le reste du casting d'Addis-Abeba, y compris les co-présidents. Cela devrait plus ou moins satisfaire Ravalomanana (qui l'a nommé), Ratsiraka (entre marins, on s'estime toujours) et l'armée. Car le temps montre que le schéma Rajoelina n'est pas viable, ni pour sa compétence (cf. la situation économique), ni pour son envergure et sa maturité (cf. Addis-Abeba), et persister à le maintenir envers et contre tout sera le choix de perpétuer les problèmes pendant toute la durée de la Transition. En remettant les pouvoirs à celui qui les lui a donné, Andry Rajoelina pourra préparer les élections, et éventuellement se reposer un peu au pays des bwana, qui le gratifieront sans doute de la Légion d'honneur pour avoir rendu le service d'écarter le supposé francophobe Ravalomanana. Mais je ne me fais pas d'illusion : cette solution ne passera pas, faute d'ISN suffisant.

Face aux extrémistes de tous bords, plus que jamais notre édito qui clamait le 12 mai qu'il nous faut des sages au milieu des faucons (si faux il y a) est d'actualité. Avec les têtes d'affiche issues du casting d'Addis-Abeba 2, le vrai film tarde à commencer, même si jusqu'à présent c'est bien à du cinéma que nous avons affaire. Nous devons donc nous contenter de la série des « Prochainement », mais ce que nos politicards nous servent en avant-première est bel et bien un navet, pour lequel le peuple sert de canard